



COMMISSION DE
L'OcéAN INDIEN

**Revue de presse
du 08 au 14 octobre 2019**

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Environnement	3
- La Mauritian Wildlife étend cette année son programme « Anou protez nou bann zil » aux îlots du Nord	
1.2 Sécurité alimentaire	7
- Filière haricot : professionnalisation des plateformes	
1.3 Météo	8
-[Météo France] une saison cyclonique proche de la normale mais des formations plus proches des zones habitées	

II. Centres d'intérêts

1.1 Sécurité maritime	10
- Sécurité dans l'Océan Indien : Une ligne de crédit de 20 millions USD pour les bateaux intercepteurs	
1.2 Sécurité alimentaire	11
- Fao/Japon/Comores I Trois accords signés hier sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle	
1.3 Energies renouvelables	13
-Electrification : quatre villes dotées de centrales hybrides	
1.4 Pêche	14
-Le Japon décaisse 4.4 millions de dollars pour soutenir la pêche	

09 octobre 2019

<http://www.mauriceactu.mu/2019/10/09/la-mauritian-wildlife-etend-cette->

La Mauritian Wildlife étend cette année son programme « Anou protez nou bann zil » aux îlots du Nord



Un appel, une initiative que la Mauritian Wildlife Foundation (MWF) étend désormais aux usagers des îlots du nord de Maurice.

Presqu'un an après avoir bouclé le projet de sensibilisation des usagers des îlots du sud-est, projet financé principalement par la **Commission de l'Océan Indien** pour la période mai 2017 à décembre 2018, la Mauritian Wildlife étend cette année le programme aux îlots du Nord. Ce projet de sensibilisation a pour rappel l'objectif de promouvoir une gestion informée et durable des îlots.

« Il s'agissait de maintenir la dynamique initiée dans le sud-est. L'initiative 'Anou protez nou bann zil' a reçu un accueil extraordinaire des stakeholders de cette région, et il s'avérait plus que nécessaire de maintenir le programme en place avec de nouveaux participants et des refreshers courses », explique Martine Goder, responsable du projet. *« Il était également tout aussi important d'étendre parallèlement l'initiative au nord de l'île pour ses îlots riches en biodiversité ; des endroits qui sont les derniers refuges pour certaines de nos espèces endémiques. »*

Bien que l'éducation et la sensibilisation reste un pilier des activités de la Mauritian Wildlife, recueillir assez de fonds pour un projet d'une telle envergure était un défi de taille. Après quelques tentatives infructueuses, un soutien de la NCSR Foundation (récemment rebaptisée la *National Social Inclusion Foundation*) est venu s'ajouter au financement de la MCB ; ainsi, la Mauritian Wildlife est maintenant en mesure de s'attaquer à ce double

objectif qui est de sensibiliser autant les usagers des îlots du nord que ceux du sud-est.

Dans le sud, pour l'édition 2019-2020, un atelier de formation et un refresher course ont déjà eu lieu, le 27 août et 11 septembre respectivement, réunissant un total de 21 skippers et aide-skippers des bateaux de plaisance de la région. Le premier atelier pour la région nord s'est quant à lui tenu au Restaurant Coolen le 10 septembre dernier et a réuni 7 skippers et aide-skippers. D'autres ateliers, suivis de visites éducatives sur les îlots, vont maintenant s'enchaîner pour toucher propriétaires de bateaux privés, garde-côtes, pêcheurs et d'autres skippers de bateaux de plaisance et de catamarans. L'initiative comprendra également des exposés dans les écoles et avec les membres du public.

« Un particulier qui visite un îlot ne connaît pas nécessairement la biodiversité de cet endroit. Et ce n'est pas certain que le pêcheur, le skipper ou le propriétaire de bateau qui l'y conduit soit lui aussi bien informé. Ce manquement est corrigé par l'initiative », affirme Martine. *« En marchant hors des sentiers, les touristes et autres visiteurs piétinent des animaux sans s'en rendre compte. Ou encore en allumant un feu, ils prennent le risque de causer des incendies, comme celui qui avait ravagé l'île au Phare en 2011... »*

Pourquoi un tel projet ? La Mauritian Wildlife reste réaliste. L'incivisme d'un grand nombre de Mauriciens surtout en ce qui concerne l'environnement et la gestion des déchets reste une problématique majeure. Les îlots occupent une place importante pour le loisir, le tourisme, l'éducation, et sont avant tout un patrimoine naturel où vivent oiseaux, reptiles et plantes unique à notre île – au monde même. Plastiques en tous genres, take-aways, bouteilles cassées, cannettes ou encore restes de nourriture polluent et dégradent ces îlots.

« Les déchets sont surtout néfastes pour la biodiversité car ils constituent des pièges mortels pour les espèces endémiques survivant sur les îlots ; et mis à part les déchets, allumer un feu constitue une autre menace car si l'île prend feu il y a le risque de non seulement perdre ces animaux et les plantes endémiques mais aussi d'impacter sur ceux pour qui l'îlot est un gagne-pain », ajoute Martine Goder.

L'accès illégal des îlots est autant un enjeu pertinent ; six des douze îlots du nord et sud-est ont été décrétés par les autorités des Réserves Naturelles Fermées (interdites d'accès au public). Le Coin de Mire, l'île Ronde, l'île Marianne, par exemple, sont interdits au public car ces îlots sont les derniers refuges pour des espèces endémiques en danger d'extinction qui n'existe plus sur l'île principale. *« L'accès illégal, surtout le camping, augmente la probabilité que des animaux nuisibles et des prédateurs exotiques tels qu'un rat arrivent sur ces îlots. Des années de travail peuvent*

disparaître à cause d'une seule et simple inadvertance », continue Martine Goder. « Déchets, feux, accès illégaux, prédateurs, piétinements ou encore perturber, nourrir ou manipuler des animaux endémiques sont des menaces permanentes qui pèsent sur ces îlots. » Il y a là toute une éducation à refaire et c'est à cette tâche que la Mauritian Wildlife veut s'engager à travers ce projet.

Fort de ses 12 années au sein de la Mauritian Wildlife, Benny Henry, qui habite aussi à Mahebourg, connaît les îlots du sud-est comme sa poche. Il était partie prenante du premier volet du projet et témoigne de son succès : *« Les skippers ont compris que la destruction de ces îlots représentait la perte de leur gagne-pain ; ils ont investi dans des grills portatifs pour ne plus faire de feu sur les îlots, ils ont proposé d'aménager des sentiers pour éviter que les visiteurs piétinent les espèces et ils se sont même portés volontaires pour faire passer le message aux autres. Il y a eu un sursaut de conscience ; ils sont aujourd'hui nos ambassadeurs et nous préviennent au moindre problème. »*

« Nous avons observé une transformation radicale chez les skippers. Ils reconnaissent tous que cela a donné une autre dimension à leur travail en le valorisant. Fiers de leurs nouvelles connaissances, ils ont de quoi rehausser les sorties qu'ils proposent ; plus qu'un skipper, ils sont aussi devenus des guides, expliquant l'histoire, la faune et la flore des îlots. D'ailleurs, ceux qui ont suivi toutes les sessions de formation pour l'édition 2017-2018 possède aujourd'hui un certificat d'Eco-Aware Skipper », ajoute Martine Goder.

Les participants de l'édition 2019-2020 en apprendront tout autant que ceux de la journée précédente. Au nord comme au sud-est, tout est en place pour que le projet ait le même succès et que les participants soient tout aussi satisfaits.

La Mauritian Wildlife, le National Parks and Conservation Service, le Forestry Service et le Durrell Wildlife Conservation Trust travaillent en collaboration depuis plusieurs décennies pour la protection de la flore et de la faune endémiques des îlots – notamment à travers des programmes de reboisement et de réhabilitation des reptiles endémiques. Ce travail a permis de sauver beaucoup d'espèces endémiques menacées.

Expliquer ce mécanisme de conservation de la faune et de la flore endémique est important, car le soutien des usagers des îlots est primordial pour préserver les espèces qui y survivent. Cela permet aussi à ceux qui travaillent sur les bateaux de plaisance de pouvoir reconnaître les plantes, reptiles et oiseaux endémiques et ensuite partager à leur tour ces connaissances à leurs clients.

Impliquer les usagers permet aussi d'avoir leurs avis pour l'élaboration d'une stratégie de communication, de procédures et de bonnes pratiques

qui conviennent à toutes les parties concernées. Loin d'imposer des solutions, le projet consiste à faire participer les usagers à des ateliers de travail pour une réflexion et un partage d'idées. La Mauritian Wildlife propose aux usagers des ateliers et des visites sur les îlots et leur fournit aussi des livrets éducatifs «*waterproof*» qu'ils peuvent emmener sur les bateaux. Les participants reçoivent également à la fin un certificat de participation de «*Eco-Aware skippers*».

La Mauritian Wildlife ne travaille pas seule dans le cadre de ce projet, elle a à travers cette initiative forgée des relations avec diverses institutions gouvernementales dont la National Parks and Conservation Service, le Forestry Service, le National Heritage Trust, le Fisheries, la Tourism Authority et la National Coast Guard.

La Rédaction Maurice Actu

Pour plus d'information

- <http://www.maurice-info.mu/2019-10-09-anou-protez-nou-bann-zil.html>

10 octobre 2019

<https://www.newsmada.com/2019/10/10/filiere-haricot-professionalisation->

Filière haricot : professionnalisation des plateformes

Par Les Nouvelles sur 10/10/2019



Annonce fermée par Google

Bloquer l'annonce

Pourquoi cette annonce ?

Annonce fermée par Google

Bloquer l'annonce

Pourquoi cette annonce ?

Le Groupement d'intérêt économique – Sehatra firaha-mihary tsaramaso du Vakinankaratra (GIE-SFMT) a bénéficié d'une subvention de l'Union européenne via le programme Procom en 2018 pour la mise en œuvre du projet intitulé «Professionnalisation de la plateforme haricot par le renforcement de sa productivité et la commercialisation de produits transformés innovants et nutritifs» (Prophare). Le projet s'est achevé en mai 2019 et a connu un réel succès.

Grâce à Procom, le succès du projet a contribué à la visibilité du SFMT et au renforcement de sa notoriété. Plus récemment, le SFMT a reçu la visite d'une forte délégation composée d'une cinquantaine de personnes représentant la FAO, la Commission de l'océan Indien, le secteur privé, les gouvernements des îles voisines à savoir Maurice, Seychelles, Comores, La Réunion.

L'objectif de la visite consistait à assurer la visibilité du GIE-SFMT et à promouvoir les collaborations avec les îles voisines et les autres acteurs nationaux dans la mise en œuvre du Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (Presan) de la COI.

Dans la perspective de la pérennisation des acquis du projet, le GIE-SFMT poursuit ses activités et relance encore des défis dans la commercialisation des produits afin d'opérationnaliser et de rentabiliser l'usine de transformation mise en place.

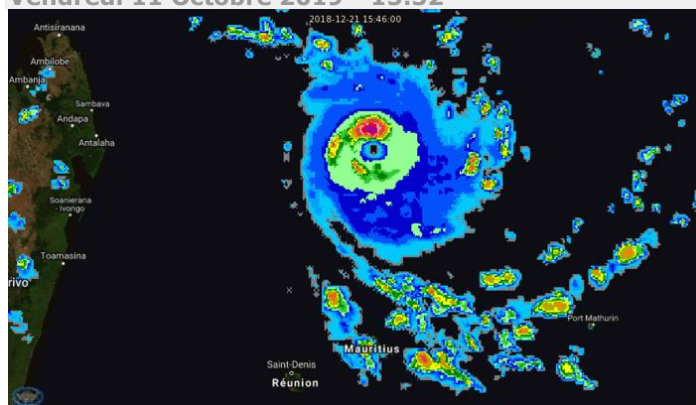
Arh.

11 octobre 2019

<https://www.zinfos974.com/Meteo-France-une-saison-cyclonique-proche-de-la->

[Météo France] une saison cyclonique proche de la normale mais des formations plus proches des zones habitées

Vendredi 11 Octobre 2019 - 15:52



Impressionnant fut le Cyclone tropical intense CILIDA(07S) en Décembre 2018. Il a été l'un des cyclones les plus puissants sur l'Hémisphère Sud pour la saison 2018/2019. La courte animation le montre à son pic d'intensité le 21 Décembre au Nord-Ouest de Saint Brandon. SSEC

Animation satellite: *impressionnant fut le Cyclone tropical intense CILIDA(07S) en Décembre 2018. Il a été l'un des cyclones les plus intenses sur l'Hémisphère Sud pour la saison 2018/2019. La courte animation le montre à son pic d'intensité le 21 Décembre au Nord-Ouest de Saint Brandon. SSEC*

Sur sa page Facebook [METEO FRANCE OCEAN INDIEN](#) publie le compte rendu de la 8ème session du forum régional de prévision saisonnière dédié à la région Sud-Ouest de l'océan Indien (SWIOCOF)
Cette année le Forum s'est tenu à l'île Maurice en Septembre.

Le Forum est organisé et cofinancé conjointement par la [Commission de l'océan Indien](#) pour les aspects logistiques et par Météo France Réunion pour l'accompagnement technique et la formation.

Les pays participants au SWIOCOF sont: les Comores, La Réunion, Madagascar, Maurice, les Seychelles, le Mozambique, l'Afrique du Sud et la Tanzanie.

Avec l'accompagnement technique de Météo France Océan Indien, les experts du climat de la région ont établi un travail préliminaire sur la

prochaine saison cyclonique et sur les tendances climatiques de la saison chaude à venir.

SAISON CYCLONIQUE 2019/2020: PROCHE DE LA NORMALE EN NOMBRE MAIS DES FORMATIONS PLUS PROCHEES DES ZONES HABITEES

Les premières tendances issues des modèles fiables comme le modèle européen par exemple et des analyses des experts de la zone privilégient trois tendances préliminaires:

1: Une saison proche ou légèrement inférieure à la normale quant au nombre de systèmes baptisés . La normale est de 10 systèmes baptisés par saison dont un peu plus de 5 atteignent le stade de "cyclone tropical"(= ouragan ou typhon).

2: Des formations majoritairement localisées à l'Ouest de Diégo Garcia(Chagos) et donc plus proches des zones habitées.

3: Des trajectoires majoritairement orientées vers le Sud.

METEO FRANCE précise que le [Centre Météo Spécialisé de la Réunion](#) affinera ses analyses et les rendra publiques avant le 15 Novembre.

NB: la saison cyclonique "officielle" s'étend de Novembre 2019 à Mai 2020.

TENDANCES POUR LA SAISON DES PLUIES

Le travail du Forum qui est disponible en anglais [ICI](#) analyse les tendances pour la saison des pluies pour les mois d'Octobre 2019 à Janvier 2020.

Il en ressort que des précipitations supérieures à la normale sont attendues sur le Nord de la zone du Sud-Ouest Indien.

Les pays concernés sont la Tanzanie, le Nord du Mozambique, le Malawi, le Centre et le Sud de Madagascar, les Seychelles et les Comores.

La saison des pluies pourrait s'inscrire dans la moyenne pour la Réunion et les Mascareignes notamment.

Le travail précise bien que ces tendances préliminaires sont travaillées à l'échelle de la zone.

Ce qui veut dire que pour des analyses plus détaillées et plus précises il faut se référer aux services compétents en la matière comme Météo France pour la Réunion ou Mayotte ou encore MMS pour la République de Maurice par exemple.

UN ETE PLUS CHAUD QUE LA NORMALE

Par définition la saison estivale est chaude sur notre zone tropicale mais le compte-rendu du Forum annonce des températures moyennes qui seront "très probablement" supérieures aux normales pour la majorité de la zone. Faisant exception à la règle seront les régions Nord du Malawi et du Mozambique ainsi que la Tanzanie avec des températures moyennes prévues inférieures à la normale.

14 octobre 2019

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2019/10/14/securite-dans-locean->

Sécurité dans l'Océan Indien : Une ligne de crédit de 20 millions USD pour les bateaux intercepteurs

La coopération entre l'Inde et les Comores a encore avancé d'un pas. La semaine dernière, ShriVenkaiah Naidu, vice-président de l'Inde a effectué une visite d'Etat de deux Pays, les Comores et le Sierra Leone. Selon l'Ambassade de l'Inde à Madagascar, le vice-président indien a été accompagné d'une délégation de haut niveau, dont Shri Sanjeev Kumar Balyan, ministre de l'Élevage, de la Laiterie et de la Pêche, Shri Ram VicharNetam, membre du Parlement et des hauts dignitaires du gouvernement indien. A la rencontre du président comorien, Azali Assoumani, ainsi que des membres du gouvernement des Comores, le vice-président de l'Inde a rappelé les relations bilatérales historiques et étroites, et les défis similaires auxquels les deux pays sont confrontés. Selon ses dires, la sécurité maritime est étroitement liée, raison qui a inspiré la vision du Premier ministre Modi concernant une architecture de sécurité collaborative dans l'Océan Indien. Les deux parties ont signé un protocole d'accord sur la coopération en matière de défense. L'Inde a également annoncé l'octroi d'une subvention de 2 millions USD pour des bateaux intercepteurs à grande vitesse aux Comores, et d'une ligne de crédit de 20 millions USD pour l'achat de bateaux intercepteurs à grande vitesse.

Partenariat. La lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes est un défi commun, selon les deux parties. Dans ce contexte, le vice-président indien a exprimé le souhait de l'Inde à partager son expérience, son expertise et son partenariat en matière de développement avec les Comores. Il a indiqué qu'une Ligne de crédit d'une valeur de 41,6 millions USD a été octroyée pour la mise en place d'une centrale de 18 MW à Moroni, ainsi qu'une subvention sous forme de don pour la formation d'un centre de formation professionnelle. Il a indiqué que l'Inde était prête à poursuivre sa coopération au développement dans les projets d'énergie solaire, le renforcement des capacités, et a exprimé sa joie de signer le mémorandum d'accord sur le projet télé-éducation E-VBAB et le projet Panafricain télé-médecine entrepris entre l'Afrique et l'Inde, lancé le 7 octobre dernier.

Recueillis par Antsa R.

9 octobre 2019

<https://alwatwan.net/politique/fao/japon/comores-i-trois-accords-sign%C3%A9s->

Fao/Japon/Comores I Trois accords signés hier sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Nazir Nazi



«L'idée est de faire en sorte que la population soit épargnée des différentes maladies provoquées par la malnutrition. Personne n'est sans savoir que l'une des préoccupations du président de la République est le secteur agricole», a souligné le ministre de l'Agriculture, Moustadroine Abdou.

Le ministre de l'Agriculture, Moustadroine Abdou et le représentant de la Fao pour les Comores, Patrice Talla Takoukam, ont procédé hier, mardi 8 octobre à la salle de conférence du ministère, à la signature de trois accords de projets en présence du chargé d'affaires à l'ambassade du Japon, Yorio Ito. Les Comores bénéficient de trois projets au titre de pays membres de la Fao, mais également en tant que petits Etats insulaires en développement (Peid) en Afrique. Il s'agit tout d'abord du projet faisant partie du programme de coopération technique de la Fao et visant à développer l'agriculture sensible aux enjeux nutritionnels à hauteur de 280.000 Usd pour une durée de deux ans.

Selon le représentant de la Fao pour les Comores, c'est une approche du développement de l'agriculture, fondée sur l'alimentation qui met les aliments à haute valeur nutritionnelle, les régimes alimentaires diversifiés et l'enrichissement des aliments au cœur de la lutte contre la malnutrition et les carences en micronutriments.

Economie bleue

«L'objectif global de l'agriculture sensible à la nutrition est de faire en sorte que le système alimentaire soit mieux à même d'améliorer la situation nutritionnelle de la population. Une population en bonne santé à travers une nutrition adéquate est un facteur important du développement économique et social», s'est exprimé Patrice Talla Takoukam. L'autre projet, financé à hauteur de 227.000 Usd pour une durée de deux ans, mettra l'accent sur la bonne gestion des connaissances et de l'information. Il sera question d'entamer des actions pouvant développer une meilleure gestion des données et de l'information basée sur leur utilisation afin de créer un impact positif considérable sur les capacités de planification et de prise de décision dans le domaine agricole aux Comores.



Le ministre de l'agriculture, Moustadroine Abdou, a insisté sur l'importance de l'information au sein de toutes les couches sociales. Selon lui, l'information est un pilier dans la mesure où les agriculteurs vont changer des mauvaises pratiques après être informés. «L'idée est de faire en sorte que la population soit épargnée des différentes maladies provoquées par la malnutrition. Personne n'est sans savoir que l'une des préoccupations du président de la République est le secteur agricole», a-t-il dit. Un troisième projet de trois ans, financé à hauteur de 4,4 millions Usd alloués par le gouvernement du Japon, entend améliorer les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et la sécurité maritime grâce au renforcement de la résilience des communautés de pêcheurs tributaires de la pêche en récif. Il s'agit de rendre les chaînes de valeur du poisson et des crustacés plus efficaces dans les pays de l'Océan indien, à travers un partenariat avec la FaO.

A son tour, le chargé d'affaires à l'ambassade du Japon, Yorio Ito, a, en outre, fait savoir que l'approche de l'économie bleue prétend qu'il est possible d'atteindre une croissance économique durable et soutenue, fondée sur les ressources issues des océans, des lacs ou sur d'autres ressources liées à l'eau. «Ce concept de combiner le développement et la protection environnementale commence à susciter un intérêt fort auprès des pays qui considèrent cette approche à la fois pertinente et bénéfique», a-t-il avancé. A l'en croire, au vu du fait que l'Afrique compte plus de quarante pays côtiers, l'importance de l'économie bleue en tant que vecteur de développement a été suggérée lors de la 6ème conférence internationale de Tokyo pour le développement de l'Afrique.

9 octobre 2019

<https://www.newsmada.com/2019/10/09/electrification-quatre-ville-dotees-de->

Electrification : quatre villes dotées de centrales hybrides

Par Les Nouvelles sur 09/10/2019  



Annonce fermée par

[Bloquer l'annon](#)

[Pourquoi cette annon](#)

Des centrales hybrides seront installées à Morondava, Sambava, Antalaha et Voehemar. Sous l'exécution de Green Energy Solutions (GES) et ses actionnaires, ces projets représentent un coût d'investissement de 28 millions de dollars. Le ministère de l'Eau, de l'énergie et des hydrocarbures (MEEH), la Jirama et GES ont procédé la semaine dernière à la signature d'un protocole d'accord fixant les conditions contractuelles et tarifaires mentionnées dans les contrats.

La Jirama a mandaté GES pour réaliser ces quatre projets qui ont pour ambition de pallier les déficits énergétiques dans plusieurs communes. Les travaux vont démarrer en novembre et doivent s'achever en juillet 2020. Les centrales seront mises en service progressivement.

GES propose des solutions de production énergétique hybride à partir de l'énergie solaire et des batteries, pour sécuriser l'approvisionnement continu des localités concernées. Ces systèmes sont couplés avec des centrales thermiques neuves moins polluantes et moins énergivores. Pour chacune de ces villes, GES devient ainsi l'unique producteur d'électricité pour la Jirama qui reste en charge de la distribution et de la commercialisation.

Plus durables et fiables, les systèmes de production énergétiques hybrides répondent à l'ensemble des priorités actuelles, telles que l'accélération de la transition énergétique de la Grande île, l'inclusion énergétique du plus grand nombre et l'amélioration des coûts de production de la Jirama.

Déploiements du volet renouvelable

L'approvisionnement fiable, moins coûteux et à faible empreinte carbone, est un enjeu majeur du développement humain et économique de Madagascar. En 2018, GES s'est vu adjudger, dans le cadre des appels d'offres émis par la Jirama et l'Etat malgache, quatre projets hybrides à déployer dans les régions Menabe et Sava.

Après un an d'étude et d'investissement dans les villes les plus critiques, ce protocole d'accord vient conclure plusieurs mois de négociation avec les autorités malgaches, qui ont permis à la fois d'accroître le volume des installations renouvelables et d'optimiser les conditions technico-économiques des projets.

La phase thermique relative à l'installation des groupes électrogènes neufs est déjà engagée depuis 2019. A vrai dire, la signature de ce protocole d'accord permet maintenant à Ges de poursuivre les déploiements du volet renouvelable et marque la fin des négociations engagées par le MEEH et la Jirama dans le cadre de la révision des contrats des fournisseurs d'énergie.

Arh.

Madagascar

Le Japon décaisse \$ 4,4 millions pour soutenir la pêche

LES PÊCHEURS MALGACHES vont bénéficier du projet consistant à renforcer les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et la sécurité maritime en améliorant la résilience des communautés de pêcheurs tributaires de la pêche en récif corallien. Mis en œuvre pour trois ans, ce projet est signé entre le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, d'une part, et l'Agence des Nations unies pour l'Alimentation et l'agriculture (FAO), d'autre part. Un financement du gou-

vernement japonais à hauteur de \$ 4,4 millions permettra la réalisation du projet centré sur la promotion des filières poisson et crustacés.

«Ce projet, qui est exécuté pendant trois ans, vise à renforcer la résilience des communautés de pêcheurs non seulement à Madagascar, mais aussi au Kenya, aux Comores, à Maurice et aux Seychelles. J'espère que les fruits de ce projet seront ressentis par les bénéficiaires et vont être appréciés par ces derniers», estime Yorio Ito, chargé

d'affaires par intérim de l'ambassade du Japon lors de la signature du projet entre le représentant de la FAO et le ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, Lucien Ranarivelo.

C'est à travers un partenariat avec la FAO que les pays de l'océan Indien bénéficient du financement japonais pour rendre efficaces les chaînes de valeur du poisson et des crustacés. Les 5 000 km de côtes justifient la pratique de la pêche artisanale dans les mers malgaches. Les

pêcheurs de la Grande île sont pourtant concurrencés par les opérateurs de pêche industrielle de toutes nationalités. La population dans les côtes de Madagascar vit essentiellement de la pêche et en l'absence d'une sécurisation de cette activité, de l'espace marin et maritime, les pêcheurs malgaches subissent la concurrence. La pêche industrielle, opérée par plusieurs bateaux venant de plusieurs pays, met à mal progressivement la pêche artisanale à Madagascar.